VVV. - 1 - L.5062/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 janvier 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant refonte des statuts de la Caisse nationale de crédit professionnel", a donné le 29 février 1956 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e Januari 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende omwerking van de standregelen van de Nationale Kas voor beroepskrediet", heeft de 29e Februari 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de mettre les dispositions légales qui fixent le statut de la Caisse nationale de crédit professionnel en concordance avec la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et ce, par application de l'article 17, § 1er, alinéa 1er, de cette loi. En outre, par application du dernier alinéa de ce même article, le projet refond en un texte unique l'ensemble des dispositions relatives au statut de cette Caisse.

INTITULE.

Comme les dispositions à refondre constituent non pas "les statuts" mais "le statut" de la Caisse, il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"ARRETE ROYAL PORTANT REFONTE DU STATUT DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL".

Le texte refondu devrait, dès lors, être intitulé :

"STATUT DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL".

PREAMBULE.

Etant donné que le projet a comme seule base légale l'article 17, § 1er, de la loi du 16 mars 1954, il y a lieu d'omettre les deux premiers alinéas du préambule qui

.../...

se réfèrent aux dispositions légales que le projet refond. Il doit en être d'autant plus ainsi que, par application du dernier alinéa de l'article précité, les "dispositions antérieures " dont le projet réalise la refonte devront être abrogées.

Il va de soi que cette abrogation est un procédé purement technique de simplification et que l'on ne pourrait prétendre pour autant que les dispositions reprises dans le texte refondu perdraient, par le fait de l'abrogation des dispositions légales originaires, leur caractère de loi pour ne revêtir désormais qu'un caractère réglementaire.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat propose de rédiger le préambule comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 17, § 1er, alinéas 1er et 3, ainsi conçus :

Article 17.- § 1er. Le Roi peut apporter aux dispositions légales et réglementaires fixant les statuts des organismes repris à l'article 1er, les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec la présente loi.

...

Le cas échéant, les dispositions maintenues ou modifiées, ainsi que les dispositions nouvelles, seront refondues dans des arrêtés royaux qui abrogeront les dispositions antérieures";

.../...

Considérant qu'il échet de mettre les dispositions légales fixant le statut de la Caisse nationale de crédit professionnel en concordance avec les dispositions de la loi précitée du 16 mars 1954 et de procéder à leur refonte;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Classes moyennes,".

Article 1er du projet d'arrêté royal.

Compte tenu de certaines observations qui seront faites plus loin, le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

"Les dispositions encore en vigueur de la loi du 11 mai 1929, l'article 1er de l'arrêté royal n°20 du 19 octobre 1934, l'article 3 de l'arrêté royal n°271 du 30 mars 1936, l'article 3 de l'arrêté royal n°169 du 15 mai 1935, les articles 1er et 2 de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, les articles 2, 3 et 4 de la loi du 17 avril 1952 et l'arrêté royal du 21 décembre 1955 sont mis en concordance avec la loi du 16 mars 1954 et refondus conformément au texte annexé au présent arrêté".

.../...

Un article nouveau devrait être introduit après l'article 1er pour abroger les dispositions dont la refonte est réalisée par le projet. Il est proposé de le rédiger comme suit :

"Article 2 (nouveau).

Les dispositions énumérées à l'article 1er sont abrogées à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté".

Article 2 du projet d'arrêté royal.

Cet article deviendrait l'article 3 et pourrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

STATUT DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

Il y a lieu de rappeler en note, pour chacune des dispositions du texte refondu, la disposition légale dont elle est issue.

.../...

ARTICLE 1er DU STATUT.

Le Conseil d'Etat propose de reprendre le texte de l'article 1er de la loi du 11 mai 1929 en y apportant les modifications qu'y a introduites l'article 1er de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946.

"Article 1er.-

Il est établi un Institut de crédit, établissement public d'Etat doté de la personnalité civile, sous la dénomination de Caisse nationale de crédit professionnel.

Son siège est à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise".

En note : "Article 1er." : article 1er de la loi du 11 mai 1929, modifié par l'article 1er de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 2 DU STATUT.

Au 2° de cet article, supprimer la virgule après les mots "d'achat en commun".

En note : "Article 2" : article 2 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, I, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

.../...

ARTICLE 3 DU STATUT.

Au 4° de cet article, remplacer les mots : "dans les limites fixées au 2° de l'article 2 des présents statuts" par les mots : "dans les limites fixées à l'article 2, 2°, du présent statut".

En note : "Article 3 : article 3 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, II, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 4 DU STATUT.

L'alinéa 2 de cet article dispose : "Les investissements éventuels en valeurs mobilières ne peuvent être faits qu'en fonds publics émis ou garantis par l'Etat ou par la Colonie".

Cette disposition devrait être rédigée comme suit pour être en concordance avec l'article 12, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 :

"Sans préjudice des pouvoirs accordés au Ministre des Finances par l'article 12, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954, les investissements éventuels en valeurs mobilières ne peuvent être faits qu'en valeurs émises ou garanties par l'Etat ou en fonds publics dont la liste est établie par le Roi".

A l'alinéa 4 de l'article 4, il faut remplacer les mots "ses statuts" par les mots "son statut".

En note : "Article 4 : article 4 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, III, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 et mis en concordance avec l'article 12 de la loi du 16 mars 1954.

La version néerlandaise de l'article 12, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 ne contient pas de texte correspondant aux mots "en valeurs émises ou garanties par l'Etat ..." qui figurent dans la version française".

ARTICLE 5 DU STATUT.

Le dernier alinéa de l'article 5 du projet, qui reprend textuellement l'article 2, IV, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, réalise une adaptation d'autres dispositions légales, rendue nécessaire par le changement de dénomination de la Caisse. Les dispositions légales auxquelles il est fait référence dans le texte du projet devraient être insérées dans le texte refondu.

L'article 5 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 5.-

§ 1er. (trois premiers alinéas du projet).

§ 2. La Caisse nationale de crédit professionnel est exemptée de la taxe professionnelle et de la contribution nationale de crise à raison des excédents annuels de son actif.

.../...

Ces exemptions d'impôts sont applicables à partir de la constitution de la Caisse.

§ 3. Les exemptions d'impôts accordées à la Caisse nationale de crédit professionnel par le § 2 du présent article sont également applicables aux associations de crédit agréées par ladite Caisse, ainsi qu'aux sociétés commerciales locales et aux fédérations régionales ou professionnelles de ces dernières sociétés admises à fournir des crédits à l'outillage artisanal en exécution du présent statut".

En note : "Article 5: article 5 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, IV, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, lui-même modifié par l'article 81 du Code des droits de timbre du 26 juin 1947; article 1er de l'arrêté royal n°20 du 19 octobre 1934, modifié par l'article 2, IV, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946; article 3 de l'arrêté royal n°169 du 15 mai 1935 et article 3 de l'arrêté royal n°271 du 30 mars 1936, modifié par l'article 2, IV, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 6 DU STATUT.

Par souci de concordance avec le début de cet article, il y a lieu d'écrire 50 millions, 35 millions, 15 millions et 100 millions, respectivement aux 1°, 2°, 3° et 4° de l'alinéa 1er, conformément d'ailleurs au texte originaire.

En note : "Article 6 : article 6 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, V, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

.../...

ARTICLE 7 DU STATUT.

L'alinéa 3 de cet article dispose :

"Les engagements de la Caisse ne peuvent toutefois à aucun moment dépasser 3.500.000.000 francs. Toutefois, le Roi pourra élever ce montant de 500 millions par libération successive de deux tranches de 250 millions chacune".

Le maximum initial des engagements de la Caisse était de un milliard de francs; ce maximum a été porté successivement à 2 milliards par l'arrêté-loi du 28 février 1947, à 3 milliards par la loi du 17 avril 1952 et à 3,5 milliards par la loi du 28 décembre 1953. Cette dernière loi a autorisé le Roi à élever ce plafond à 4 milliards par libération successive de deux tranches de 250 millions chacune. Faisant usage de cette autorisation, le Roi a successivement élevé ce plafond à 3,750 milliards par l'arrêté du 29 mai 1955 et à 4 milliards par l'arrêté du 21 décembre 1955.

Le plafond actuel des engagements de la Caisse est donc de 4 milliards de francs.

C'est ce montant qui doit figurer au 3ème alinéa de l'article 7 à la place du montant de 3,5 milliards. Quant à la seconde phrase de cet alinéa, elle doit être omise, de même que la note figurant en bas de page.

.../...

En note : "Article 7 : article 7 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, VI, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, lui-même modifié par l'article 2 de la loi du 17 avril 1952 et par l'arrêté royal du 21 décembre 1955.
Le texte originaire porte par erreur une référence inexacte à l'article 5 qui, dans le présent texte, a été remplacée par la référence correcte à l'article 4".

ARTICLE 8 DU STATUT.

En ce qui concerne le § 2, alinéa 1er, de cet article, le texte originaire du Moniteur porte "ces comptoirs", ce qui est évidemment incorrect. Le texte néerlandais porte "de kantoren". Il est proposé d'employer les mots "les comptoirs".

En note : "Article 8 : article 8 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, VII, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946.

Au § 2, alinéa 1er, le texte de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 porte par une erreur manifeste "ces comptoirs" alors que le texte néerlandais porte "de kantoren".

.../...

ARTICLE 9 DU STATUT.

Le début de l'alinéa 2 du § 1er de cet article devrait être rédigé comme suit : "Dans les limites du présent statut ...".

Les alinéas 2 et 3 du même paragraphe ne devraient en former qu'un seul, comme dans le texte originaire du § 1er de l'article 2, VIII, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, tel qu'il a été modifié par l'article 3 de la loi du 17 avril 1952, sans quoi la référence figurant à l'article 8, § 1er, alinéa 2, du statut ne serait plus exacte.

L'alinéa 1er du § 3 dispose : "Le Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions et le Ministre des Finances désignent de commun accord, auprès de la Caisse, trois reviseurs qui sont choisis, dans la mesure du possible, parmi les membres de l'Institut des reviseurs d'entreprises. Il peut être mis fin à cette désignation par décision commune des deux Ministres".

La dernière phrase de cet alinéa ne figure ni dans la loi du 16 mars 1954, ni dans les dispositions légales actuelles relatives à la Caisse.

L'article 2, IX, § 1er, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 17 avril 1952, disposait en effet :

.../...

"Le président et deux membres du conseil d'administration, le directeur général, les deux directeurs et les reviseurs de la Caisse sont nommés et révoqués par le Roi, sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions ...".

L'article 10, § 1er, du statut projeté reprend partiellement cette disposition dans les termes suivants :

"Le président et deux membres du conseil d'administration, le directeur général et les deux directeurs de la Caisse sont nommés et révoqués par le Roi, sur proposition du Ministre des Finances et du Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions ...".

Cette disposition omet donc ce qui a trait aux reviseurs, pour le motif qu'il est question de ceux-ci à l'article 9, § 3, du statut projeté, article qui reprend mutatis mutandis le texte de l'article 13, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 en y ajoutant la phrase : "Il peut être mis fin à cette désignation par décision commune des deux Ministres".

Cette phrase est reprise de l'article 10 ainsi conçu de l'arrêté royal du 9 avril 1954 réglant les attributions des reviseurs d'organismes d'intérêt public, pris en exécution de l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 :

"Le Ministre dont relèvent les organismes et le Ministre des Finances désignent de commun accord, auprès de ceux-ci, un ou plusieurs reviseurs choisis

.../...

dans la mesure du possible parmi les membres de l'Institut des reviseurs d'entreprises. Il peut être mis fin à cette désignation par décision commune du Ministre intéressé et du Ministre des Finances".

Le texte refondu du projet groupe les diverses dispositions légales relatives au statut de la Caisse, mises en concordance avec la loi du 16 mars 1954. Or, cette loi ne mentionne pas expressément la manière de mettre fin à la désignation des reviseurs. Une disposition précise relative à cet objet ne se retrouve que dans un arrêté pris en exécution de la loi. La concordance devant être réalisée exclusivement avec les termes de la loi, il n'y a pas lieu de reprendre telle quelle dans le texte refondu une disposition figurant dans un arrêté d'exécution de la loi.

Toutefois, étant donné que l'intention du Gouvernement est de réaliser la mise en concordance du statut de la Caisse avec la loi du 16 mars 1954 en adoptant le système complet prévu expressément ou implicitement par cette loi en ce qui concerne les reviseurs, on pourrait remplacer la dernière phrase de l'alinéa 1er du § 3 de l'article 9 du statut projeté par la phrase suivante : "Il peut être mis fin à la désignation des reviseurs conformément à la loi du 16 mars 1954 et aux arrêtés pris en exécution de cette loi".

D'autre part, il y aurait lieu d'intégrer dans l'article 9, § 3, du statut les passages de l'article 10, § 2, du même statut concernant les reviseurs, afin d'assurer ainsi un meilleur groupement des matières.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, l'article 9, § 3, devrait être rédigé comme suit :

"Le Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions et le Ministre des Finances désignent de commun accord, auprès de la Caisse, pour un terme de six ans, trois reviseurs qui sont choisis, dans la mesure du possible, parmi les membres de l'Institut des reviseurs d'entreprises. Tous les deux ans un reviseur cesse ses fonctions. Le premier ordre de sortie est fixé par tirage au sort. Le mandat des reviseurs sortants peut être renouvelé. En cas de vacance anticipée, la désignation nouvelle se fait suivant le mode qui a été appliqué au titulaire initial de la place devenue vacante et dont le titulaire nouveau achève le mandat. Il peut être mis fin à la désignation des reviseurs conformément à la loi du 16 mars 1954 et aux arrêtés pris en exécution de cette loi.

Les reviseurs sont chargés de contrôler les écritures ... (la suite comme au projet)...".

Le § 4 de l'article 9 du statut règle ce qui est relatif aux commissaires du Gouvernement. A l'alinéa 3, les mots "du présent arrêté-loi" doivent être remplacés par les mots "du présent statut".

En note : "Article 9 § 1er : article 9 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, VIII, § 1er, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, lui-même modifié par l'article 3 de la loi du 17 avril 1952.

.../...

§ 2 : article 9 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, VIII, § 2, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946.

§ 3 : article 9 et, en tant qu'il concerne les reviseurs, article 10 de la loi du 11 mai 1929, remplacés respectivement par l'article 2, VIII, § 3, et par l'article 2, IX, §§ 1er et 2, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, eux-mêmes modifiés par la loi du 17 avril 1952, et mis en concordance avec l'article 13 de la loi du 16 mars 1954.

§ 4 : article 9 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, VIII, § 4, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 tel que le texte en a été rectifié par l'erratum publié au Moniteur belge du 23 janvier 1947 et mis en concordance avec l'article 9 de la loi du 16 mars 1954.

§ 5 : article 9 de la loi du 11 mai 1949, remplacé par l'article 2, VIII, § 5, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 10 DU STATUT.

Compte tenu du texte proposé pour l'article 9, § 3, du statut, il y aurait lieu de rédiger comme suit l'article 10, § 2 :

§ 2. Le président et les administrateurs sont nommés pour un terme de six ans. Tous les deux ans, deux administrateurs cessent leurs fonctions. Le premier ordre de sortie est fixé par tirage au sort.

.../...

Le mandat des membres sortants peut être renouvelé. En cas de vacance anticipée, la nomination nouvelle se fait suivant le mode qui a été appliqué, aux termes du § 1er, au titulaire initial de la place devenue vacante et dont le titulaire nouveau achève le mandat".

En note : "Article 10. § 1er : article 10 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, IX, § 1er, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946, lui-même remplacé par l'article 4 de la loi du 17 avril 1952.

§§ 2 et 3 : article 10 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, IX, §§ 2 et 3, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946.

§ 4 : article 15 de la loi du 16 mars 1954".

ARTICLE 11 DU STATUT.

Le § 2 de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Les frais d'administration de la Caisse, y compris les traitements et les jetons de présence ou émoluments des conseils d'administration et de direction, des reviseurs et des commissaires du Gouvernement, sont à la charge de la Caisse, Celle-ci rembourse au Trésor les dépenses résultant du contrôle de ses opérations".

.../...

En note : "Article 11 : article 11 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, X, § 2, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 mis en concordance avec l'article 14 de la loi du 16 mars 1954".

ARTICLE 12 DU STATUT.

En note : "Article 12: article 12 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, XI, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 13 DU STATUT.

L'alinéa 2 du 2° de cet article dispose :

"Le conseil d'administration adresse, en outre, tous les mois, au Ministre des Finances, un état résumé de la situation de la Caisse".

Aux termes de l'article 6, § 1er, de la loi du 16 mars 1954, les organismes visés "présentent aux Ministres dont ils relèvent des situations périodiques ainsi qu'un rapport annuel sur leur activité".

L'article 13, 1°, du statut prévoit la transmission annuelle d'un rapport au Ministre des Finances et au Ministre ayant les classes moyennes dans ses attributions.

L'article 13, 2°, du statut devrait prévoir également l'envoi mensuel aux deux Ministres d'un état résumé de la situation de la Caisse.

.../...

En note : "Article 13 : article 13 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, XII, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946 et mis en concordance avec l'article 6, § 1er, de la loi du 16 mars 1954".

ARTICLE 14 DU STATUT.

En note : "Article 14 : article 14 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, XIII, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

ARTICLE 15 DU STATUT.

En note : "Article 15 : article 15 de la loi du 11 mai 1929, remplacé par l'article 2, XIV, de l'arrêté-loi du 23 décembre 1946".

\+

\+ \+

In fine du statut annexé, doit figurer la formule : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... ", suivie de la signature royale et des contreseings requis.

Het ontwerp strekt ertoe, de wetsbepalingen die het statuut van de Nationale Kas voor beroepskrediet vaststellen in overeenstemming te brengen met de wet van 16 Maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut, zulks bij toepassing van artikel 17, § 1, eerste lid, van deze wet. Bovendien bevat het ontwerp, bij toepassing van het laatste lid van dat artikel, een omwerking in één tekst van alle bepalingen die betrekking hebben op het statuut van deze Kas.

OPSCHRIFT.

Aangezien de om te werken bepalingen niet de "standregelen" maar het "statuut" van de Kas zijn, ware het opschrift als volgt te lezen :

"KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE OMWERKING VAN HET STATUUT VAN DE NATIONALE KAS VOOR BEROEPSKREDIET".

De omgewerkte tekst krijgt dan het volgende opschrift :

"STATUUT VAN DE NATIONALE KAS VOOR BEROEPSKREDIET".

AANHEF.

Aangezien de enige rechtsgrond van het ontwerp in artikel 17, § 1, van de wet van 16 Maart 1954 is gelegen, dienen de eerste twee leden van de aanhef, met de verwijzing naar de wetsbepalingen die in het ontwerp worden omgewerkt, te vervallen. Dit klemt des te meer, daar de in het ontwerp omgewerkte "vroegere bepalingen" ingevolge het laatste lid van voornoemd artikel moeten worden opgeheven.

.../...

Uiteraard is deze opheffing een zuiver technisch vereenvoudigingsprocédé en mag daaruit niet afgeleid worden dat de in de omgewerkte tekst opgenomen bepalingen door de opheffing van de oorspronkelijke wetsbepalingen hun wettelijk karakter verliezen en voortaan nog slechts verordeningsbepalingen zijn.

In aansluiting hierop stelt de Raad van State voor, de aanhef als volgt te lezen :

"Gelet op de wet van 16 Maart 1954 betreffende de contrôle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 17, § 1, eerste en derde lid, luidend als volgt :

Artikel 17.- § 1. De Koning kan in de wets- en reglementsbepalingen tot vaststelling van het statuut der organismen in het eerste artikel vermeld, de nodige wijzigingen aanbrengen om ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de tegenwoordige wet.

...

Bij voorkomend geval, worden de gehandhaafde of gewijzigde bepalingen alsmede de nieuwe bepalingen omgewerkt in koninklijke besluiten, die de vroegere bepalingen zullen opheffen";

Overwegende dat er grond is om de wetsbepalingen tot vaststelling van het statuut van de Nationale Kas voor beroepskrediet in overeenstemming te brengen met de bepalingen van voornoemde wet van 16 Maart 1954 en ze om te werken;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van de Middenstand,".

.../...

Artikel 1 van het ontworpen koninklijk besluit.

Rekening houdend met nog te maken opmerkingen, wordt voor dat artikel de volgende lezing aanbevolen :

"De nog geldende bepalingen van de wet van 11 Mei 1929, artikel 1 van het koninklijk besluit nr 20 van 19 October 1934, artikel 3 van het koninklijk besluit nr 271 van 30 Maart 1936, artikel 3 van het koninklijk besluit nr 169 van 15 Mei 1935, de artikelen 1 en 2 van de besluitwet van 23 December 1946, de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 17 April 1952 en het koninklijk besluit van 21 December 1955 worden met de wet van 16 Maart 1954 in overeenstemming gebracht en overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst omgewerkt".

Ter opheffing van de in het ontwerp omgewerkte bepalingen zou na artikel 1 een nieuw artikel moeten worden ingevoegd. De volgende lezing wordt aanbevolen :

"Artikel 2 (nieuw).

De in artikel 1 genoemde bepalingen worden opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit".

Artikel 2 van het ontworpen koninklijk besluit.

Dit artikel, dat artikel 3 wordt, stelle men als volgt :

"Artikel 3.-

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van de Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

.../...

STATUUT VAN DE NATIONALE KAS VOOR BEROEPSKREDIET.

Bij elke bepaling van de omgewerkte tekst dient een voetnoot te vermelden uit welke wetsbepaling zij overgenomen is.

ARTIKEL 1 VAN HET STATUUT.

De Raad van State stelt voor, de tekst van artikel 1 van de wet van 11 Mei 1929 over te nemen met de wijzigingen die daarin door artikel 1 van de besluitwet van 23 December 1946 zijn aangebracht.

"Artikel 1.-

Er wordt een kredietinstelling opgericht, begiftigd met rechtspersoonlijkheid, onder de benaming van Nationale Kas voor beroepskrediet.

Haar zetel is gevestigd te Brussel of in de Brusselse agglomeratie".

In noot : "Artikel 1 : Artikel 1 van de wet van 11 Mei 1929 gewijzigd bij artikel 1 van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 2 VAN HET STATUUT.

In de Franse tekst van 2° dient de komma na de woorden "d'achat en commun" te vervallen.

In noot : "Artikel 2 : artikel 2 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, I, van de besluitwet van 23 December 1946".

.../...

ARTIKEL 3 VAN HET STATUUT.

In 4° van dit artikel dienen de woorden:"binnen de in het 2° van artikel 2 van onderhavige statuten gestelde perken" te worden vervangen door : "binnen de in artikel 2, 2°,van dit statuut gestelde perken".

In noot : "Artikel 3 : artikel 3 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, II, van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 4 VAN HET STATUUT.

Het tweede lid luidt als volgt : "De eventuele beleggingen in roerende waarden mogen slechts gedaan worden in door de Staat of door de Kolonie uitgegeven of gegarandeerde publieke effecten".

Dit voorschrift zou als volgt moeten worden gelezen om in overeenstemming te zijn met artikel 12, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 :

"Onverminderd de bevoegdheden welke artikel 12, tweede lid, van de wet van 16 Maart 1954 aan de Minister van Financiën toekent, mogen de eventuele beleggingen in roerende waarden slechts worden gedaan in door de Staat uitgegeven effecten of in openbare fondsen waarvan de Koning de lijst vaststelt ".

In het vierde lid van artikel 4 dienen de woorden "hare statuten" vervangen te worden door "haar statuut".

In noot : "Artikel 4 : artikel 4 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, III, van de

.../...

besluitwet van 23 December 1946 en in overeenstemming gebracht met artikel 12 van de wet van 1 Maart 1954.

De Nederlandse lezing van artikel 12, tweede lid, van de wet van 16 Maart 1954 bevat niet de woorden die overeenstemmen met de woorden "in door de Staat uitgegeven of gegarandeerde effecten ...", welke in de Franse lezing voorkomen".

ARTIKEL 5 VAN HET STATUUT.

Het laatste lid van artikel 5 van het ontwerp, dat een letterlijke herhaling is van artikel 2, IV, van de besluitwet van 23 December 1946, behelst een aanpassing van andere wetsbepalingen die door de wijziging van de benaming van de Kas nodig is geworden. De wetsbepalingen waarnaar de tekst van het ontwerp verwijst, zouden in de omgewerkte tekst moeten worden opgenomen.

Artikel 5 kan derhalve als volgt worden gelezen :

"Artikel 5.

§ 1 (eerste drie leden van het ontwerp).

§ 2. De Nationale Kas voor beroepskrediet wordt van de bedrijfsbelasting en van de nationale crisisbelasting vrijgesteld naar rato van de jaarlijkse excedenten van haar actief.

Deze belastingvrijstellingen zijn van toepassing vanaf de oprichting van de Kas.

.../...

§ 3. De vrijstellingen van belasting aan de Nationale Kas voor beroepskrediet toegestaan bij § 2 van dit artikel zijn eveneens toepasselijk op de door genoemde Kas aangenomen kredietverenigingen, evenals op de plaatselijke handelsmaatschappijen en op de gewestelijke of beroepsverenigingen van deze maatschappijen die krediet mogen verstrekken voor ambachtsmaterieel, in uitvoering van dit statuut".

In noot : "Artikel 5 : artikel 5 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, IV, van de besluitwet van 23 December 1946, zelf gewijzigd bij artikel 81 van het Wetboek der Zegelrechten van 26 Juni 1947 ; artikel 1 van het koninklijk besluit nr 20 van 19 October 1934, gewijzigd bij artikel 2, IV, van de besluitwet van 23 December 1946; artikel 3 van het koninklijk besluit nr 169 van 15 Mei 1935 en artikel 3 van het koninklijk besluit nr 271 van 30 Maart 1936, gewijzigd bij artikel 2, IV, van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 6 VAN HET STATUUT.

Voor de eenvormigheid met het begin van dit artikel schrijve men 50 millioen, 35 millioen, 15 millioen en 100 millioen, onderscheidenlijk in 1°, 2°, 3° en 4° van het eerste lid, zoals in de oorspronkelijke tekst overigens.

In noot : "Artikel 6: artikel 6 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, V, van de besluitwet van 23 December 1946".

.../...

ARTIKEL 7 VAN HET STATUUT.

Het derde lid van dit artikel luidt als volgt :

"De verbintenissen van de Kas mogen evenwel op generlei tijdstip 3.500.000.000 frank overtreffen. Evenwel zal de Koning dit bedrag met 500 millioen kunnen verhogen door een achtereenvolgende vrijgeving van twee gedeelten van 250 millioen elk".

Het oorspronkelijke maximumbedrag van de verbintenissen van de Kas was 1 milliard frank; dit bedrag is achtereenvolgens gebracht op 2 milliard door de besluitwet van 28 Februari 1947, op 3 milliard door de wet van 17 April 1952 en op 3,5 milliard door de wet van 28 December 1953. Deze laatste wet heeft de Koning gemachtigd om dit maximumbedrag tot 4 milliard te verhogen door achtereenvolgens twee gedeelten van 250 millioen vrij te maken. Gebruik makend van deze machtiging, heeft de Koning dit maximumbedrag bij besluit van 29 Mei 1955 op 3,750 milliard en bij besluit van 21 December 1955 op 4 milliard gebracht.

De huidige grens van de verbintenissen van de Kas is dus 4 milliard frank.

Dit bedrag moet derhalve in het derde lid van artikel 7 voorkomen in de plaats van het bedrag van 3,5 milliard. Voorts dient de tweede volzin van dit lid te vervallen, evenals de noot onderaan de bladzijde.

In noot : "Artikel 7 : artikel 7 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, VI, van de besluitwet van 23 December 1946, zelf gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 17 April 1952 en bij het koninklijk besluit van 21 December 1955.

.../...

De oorspronkelijke tekst verwijst verkeerdelijk naar artikel 5; in de tegenwoordige tekst is deze verwijzing vervangen door de juiste verwijzing naar artikel 4".

ARTIKEL 8 VAN HET STATUUT.

In de oorspronkelijke tekst van het Staatsblad geeft de Franse lezing : "ces comptoirs", wat klaarblijkelijk verkeerd is. De Nederlandse tekst geeft : "de kantoren". Voorgesteld wordt, "les comptoirs" te lezen.

In noot : "Artikel 8 : artikel 8 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, VII, van de besluitwet van 23 December 1946.

In § 2, eerste lid, geeft de Franse lezing van de besluitwet van 23 December 1946, klaarblijkelijk bij vergissing : "•es comptoirs"; de Nederlandse lezing geeft : "de kantoren".

ARTIKEL 9 VAN HET STATUUT.

Het begin van het tweede lid van § 1 van dit artikel zou als volgt moeten luiden : "Binnen de perken van dit statuut ...".

Het tweede en het derde lid van dezelfde paragraaf zouden slechts één lid moeten vormen, zoals in de oorspronkelijke tekst van § 1 van artikel 2, VIII, van de besluitwet van 23 december 1946, zoals het is gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 17 April 1952; anders is de verwijzing in artikel 8, § 1, tweede lid, van het statuut niet meer juist.

Het eerste lid van § 3 luidt als volgt :

" De Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheden heeft en de Minister van Financiën wijzen in onderlinge overeenstemming bij de Kas drie revisoren aan, die, in de mate van het mogelijke, gekozen worden onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren. Er kan een einde gesteld worden aan deze aanwijzing bij gemeenschappelijke beslissing der twee Ministers ".

De laatste volzin van dit eerste lid komt noch in de wet van 16 Maart 1954, noch in de huidige wetsbepalingen betreffende de Kas voor.

Artikel 2, IX, § 1, van de besluitwet van 23 December 1946, zoals het door artikel 4 van de wet van 17 April 1952 is vervangen, luidde als volgt :

"De voorzitter en twee leden van de raad van beheer, de directeur-generaal, de twee directeurs en de revisoren van de Kas worden benoemd en afgezet door de Koning, op voorstel van de Minister van Financiën en van de Minister die de Middenstand in zijn bevoegdheid heeft".

Artikel 10, § 1, van het ontworpen statuut neemt deze bepaling voor een deel over, in dezer voege : "De voorzitter en twee leden van de raad van beheer, de directeur-generaal en de twee directeuren van de Kas worden benoemd en kunnen worden afgezet door de Koning op de voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister die de Middenstand onder zijn ambtsbevoegdheden telt".

In deze bepaling vervalt dus hetgeen betrekking heeft op de revisoren, omdat de hen betreffende bepalingen voorkomen in artikel 9, § 3, van het ontworpen statuut, welk artikel de tekst van artikel 13, § 1, van de wet van 16 Maart 1954 mutatis mutandis overneemt, onder toevoeging van de volzin: "Er kan een einde gesteld worden aan deze aanwijzing bij gemeenschappelijke beslissing der twee Ministers".

.../...

Voor deze volzin is een voorbeeld genomen aan artikel 10 van het koninklijk besluit van 9 April 1954 tot regeling van de bevoegdheden van de revisoren bij de instellingen van openbaar nut, dat is genomen ter uitvoering van artikel 13 van de wet van 16 Maart 1954. Dit artikel 10 luidt als volgt :

"De Minister waarvan de organismen afhangen, en de Minister van Financiën duiden, in gemeenschappelijk overleg, bij deze organismen één of meerdere revisoren aan, zoveel mogelijk onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren gekozen. Deze aanstelling kan ingetrokken worden door een gemeenschappelijke beslissing van de betrokken Minister en de Minister van Financiën".

De omgewerkte tekst van het ontwerp groepeert de diverse wetsbepalingen betreffende het statuut van de Kas, na ze met de wet van 16 Maart 1954 in overeenstemming te hebben gebracht. Deze wet nu zegt niet uitdrukkelijk op welke wijze de aanstelling van revisoren een einde neemt. Een nadere regel omtrent dit punt wordt slechts in een ter uitvoering van die wet genomen besluit gevonden. Aangezien alleen met de bewoordingen van de wet overeenstemming moet worden bereikt, is er geen reden om een bepaling van een uitvoeringsbesluit ongewijzigd in de omgewerkte tekst op te nemen.

.../...

Nu de Regering echter de bedoeling heeft het statuut van de Kas met de wet van 16 Maart 1954 in overeenstemming te brengen, en daarbij geheel aan te sluiten bij de regeling welke die wet ten aanzien van de revisoren uitdrukkelijk of stilzwijgend heeft getroffen, kan de laatste volzin van het eerste lid, § 3, van artikel 9 van het ontworpen statuut door de volgende zin worden vervangen : "Aan de aanwijzing van de revisoren kan een einde worden gemaakt overeenkomstig de wet van 16 Maart 1954 en dezer uitvoeringsbesluiten".

Voorts dienen de passussen die in artikel 10, § 2, van het statuut op de revisoren betrekking hebben, naar artikel 9, § 3, van hetzelfde statuut te worden overgebracht met het oog op een betere groepering van de stof.

Met inachtneming van de gemaakte opmerkingen ware artikel 9, § 3, als volgt te lezen :

"De Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort en de Minister van Financiën wijzen, in onderlinge overeenstemming, voor zes jaar bij de Kas drie revisoren aan, die in de mate van het mogelijke worden gekozen onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren. Alle twee jaren staakt een revisor zijn functiën. De eerste volgorde van aftreding wordt bij loting bepaald. Het mandaat van de aftredende revisoren mag hernieuwd worden. Bij vervroegde vacature geschiedt de nieuwe benoeming volgens de wijze welke

.../...

werd toegepast op de oorspronkelijke titularis van de opengevallen plaats waarvan de nieuwe titularis het mandaat voltooit. Aan de aanwijzing van de revisoren kan een einde worden gemaakt overeenkomstig de wet van 16 Maart 1954 en dezer uitvoeringsbesluiten.

De revisoren zijn gelast op de geschriften ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

Paragraaf 4 van artikel 9 van het statuut treft voorzieningen betreffende de Regeringscommissarissen. In het derde lid dienen de woorden "van de onderhavige statuten" vervangen te worden door "van dit statuut".

In noot : "Artikel 9, § 1 : artikel 9 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, VIII, § 1, van de besluitwet van 23 December 1946, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 17 April 1952.

§ 2 : artikel 9 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, VIII, § 2, van de besluitwet van 23 December 1946 .

§ 3 : artikel 9 en, voorzover het betrekking heeft op de revisoren, artikel 10 van de wet van 11 Mei 1929, onderscheidenlijk vervangen door artikel 2, VIII, § 3, en door artikel 2, IX, §§ 1 en 2, van de besluitwet van 23 December 1946, zelf gewijzigd bij de wet van 17 April 1952, en in overeenstemming gebracht met artikel 13 van de wet van 16 Maart 1954.

.../...

§ 4: artikel 9 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, VIII, § 4, van de besluitwet van 23 December 1946, zoals de tekst daarvan is verbeterd door een in het Belgisch Staatsblad van 23 Januari 1947 bekendgemaakt erratum en in overeenstemming gebracht met artikel 9 van de wet van 16 Maart 1954.

§ 5 : artikel 9 van de wet van 11 Mei 1949, vervangen door artikel 2, VIII, § 5, van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 10 VAN HET STATUUT.

Gelet op de tekst die voor artikel 9, § 3, van het statuut is voorgesteld, ware artikel 10, § 2, als volgt te lezen :

" § 2. De voorzitter en de beheerders worden voor zes jaar benoemd. Alle twee jaren staken twee beheerders hun functiën. De eerste volgorde van aftreding wordt bij loting bepaald.

Het mandaat van de aftredende leden mag hernieuwd worden.

Bij vervroegde vacature geschiedt de nieuwe benoeming volgens de wijze welke naar luid van § 1 werd toegepast op de oorspronkelijke titularis van de opengevallen plaats, waarvan de nieuwe titularis het mandaat voltooit ".

.../...

In noot : "Artikel 10, § 1 : artikel 10.van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, IX, § 1, van de besluitwet van 23 December 1946, zelf vervangen door artikel 4 van de wet van 17 April 1952.

§§ 2 en 3 : artikel 10. van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, IX, §§ 2 en 3, van de besluitwet van 23 December 1946.

§ 4 : artikel 15 van de wet van 16 Maart 1954".

ARTIKEL 11 VAN HET STATUUT.

Paragraaf 2 van dit artikel ware als volgt te lezen :

"§ 2. De kosten van beheer van de Kas, met inbegrip van de wedden en de presentiepenningen of beloningen van de raden van beheer en bestuur, van de revisoren en van de Regeringscommissarissen, vallen ten laste van de Kas. Deze betaalt de uit de contrôle van hare verrichtingen voortvloeiende uitgaven aan de Schatkist terug".

.../...

In noot : "Artikel 11 : artikel 11 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, X, § 2, van de besluitwet van 23 December 1946, in overeenstemming gebracht met artikel 14 van de wet van 16 Maart 1954".

ARTIKEL 12 VAN HET STATUUT.

In noot : "Artikel 12 : artikel 12 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, XI, van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 13 VAN HET STATUUT.

Het tweede lid van 2° van dit artikel luidt als volgt : "De raad van beheer zendt daarenboven elke maand, aan de Minister van Financiën, een beknopte staat van de kaspositie".

Luidens artikel 6, § 1, van de wet van 16 Maart 1954 "leggen de....vermelde organismen aan de Ministers van wie ze afhangen, periodieke toestandsopgaven over, alsmede een jaarverslag over hun werkzaamheden".

Artikel 13, 1°, van het statuut schrijft voor, dat jaarlijks een verslag wordt gezonden aan de Minister van Financiën en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort.

.../...

Artikel 13, 2°, van het statuut zou ook moeten voorschrijven dat de Kas om de maand aan beide Ministers een beknopte staat met de toestand van de Kas toezendt.

In noot : "Artikel 13 : artikel 13 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, XII, van de besluitwet van 23 December 1946 en in overeenstemming gebracht met artikel 6, § 1, van de wet van 16 Maart 1954".

ARTIKEL 14 VAN HET STATUUT.

In noot : "Artikel 14 : artikel 14 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, XIII, van de besluitwet van 23 December 1946".

ARTIKEL 15 VAN HET STATUUT.

In noot : "Artikel 15 : artikel 15 van de wet van 11 Mei 1929, vervangen door artikel 2, XIV, van de besluitwet van 23 December 1946".

\+

\+ +

Aan het slot van het statuut plaatse men het formulier : "Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... ", gevolgd door de handtekening van de Koning en de medeondertekening van de Ministers.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.